

RK

3

LE SERVICE INTERNATIONAL DE RECHERCHES

Les archives des camps de concentration
au service des survivants



Genève - Février 1977

S

RK

A

13/RK/193

ITS
Internationaler Suchdienst
Bibliothek: 17 URU 59:A

Erhalten 12/5/78

LE DÉPART DE LA GUYANE FRANÇAISE



Le tracé de la frontière internationale a fait l'objet de nombreuses discussions, et l'on ne peut pas dire que l'on ait pu se passer de l'avis de l'Assemblée nationale. Depuis 1893, les cartes officielles, publiées à l'échelle de 1:500,000, ont été l'œuvre de la Direction des cartes géographiques, qui a eu la collaboration de la Direction des affaires indiennes.

Le tracé de la frontière internationale a fait l'objet de nombreuses discussions, et l'on ne peut pas dire que l'on ait pu se passer de l'avis de l'Assemblée nationale. Depuis 1893, les cartes officielles, publiées à l'échelle de 1:500,000, ont été l'œuvre de la Direction des cartes géographiques, qui a eu la collaboration de la Direction des affaires indiennes.

Le tracé de la frontière internationale a fait l'objet de nombreuses discussions, et l'on ne peut pas dire que l'on ait pu se passer de l'avis de l'Assemblée nationale. Depuis 1893, les cartes officielles, publiées à l'échelle de 1:500,000, ont été l'œuvre de la Direction des cartes géographiques, qui a eu la collaboration de la Direction des affaires indiennes.

Le tracé de la frontière internationale a fait l'objet de nombreuses discussions, et l'on ne peut pas dire que l'on ait pu se passer de l'avis de l'Assemblée nationale. Depuis 1893, les cartes officielles, publiées à l'échelle de 1:500,000, ont été l'œuvre de la Direction des cartes géographiques, qui a eu la collaboration de la Direction des affaires indiennes.

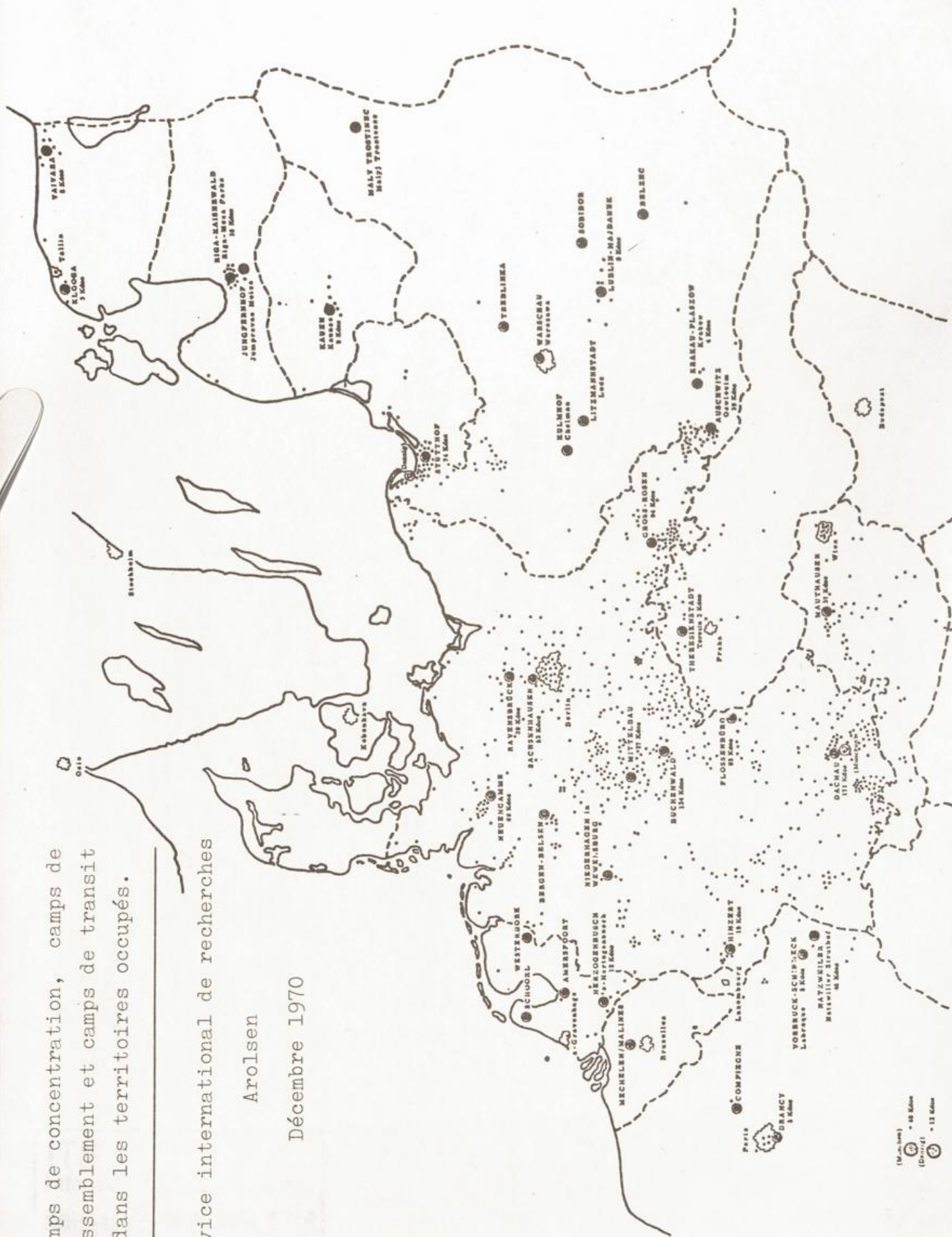
Beaucoup de cartes géographiques ont été publiées, et l'on ne peut pas dire que l'on ait pu se passer de l'avis de l'Assemblée nationale. Depuis 1893, les cartes officielles, publiées à l'échelle de 1:500,000, ont été l'œuvre de la Direction des cartes géographiques, qui a eu la collaboration de la Direction des affaires indiennes.

Camps de concentration, camps de rassemblement et camps de transit dans les territoires occupés.

Service international de recherches

Arolsen

Décembre 1970



LE SERVICE INTERNATIONAL DE RECHERCHES

Si la tragédie de l'univers concentrationnaire a fait l'objet de nombreuses publications, en revanche peu de personnes connaissent le Service international de Recherches (SIR) qui, depuis la fin de la IIe guerre mondiale, contribue à l'oeuvre humanitaire accomplie en faveur des victimes de la guerre, notamment des survivants des camps de concentration hitlériens.

Afin de mieux comprendre l'activité de l'institution unique en son genre qu'est le SIR, il importe de rappeler les principaux événements qui ont marqué l'action humanitaire en faveur des victimes des deux guerres mondiales.

BREVE RETROSPECTIVE HISTORIQUE

Au début du XXe siècle, le droit de la guerre était fondé sur le principe que les opérations militaires ne devaient viser que les forces armées et que la population civile devait jouir d'une immunité générale. Cette notion était si largement admise que la Conférence de La Haye de 1907 renonça à l'idée d'introduire dans le "Règlement sur les lois et coutumes de la guerre sur terre" une disposition qui aurait précisé que les ressortissants d'un belligérant habitant sur le territoire de la partie adverse ne seraient pas internés; en effet on considérait alors que ce principe allait de soi.

Cependant, la guerre de 1914 allait profondément modifier cette conception traditionnelle. Dès l'ouverture des hostilités, la

plupart des Etats fermèrent leurs frontières et internèrent les civils de nationalité ennemie. Il en résulta un afflux de demandes de nouvelles et un grand nombre d'interventions relatives à des civils, auprès du Comité international de la Croix-Rouge à Genève (CICR). Ce dernier se trouva ainsi soudain devant une tâche imprévue et difficile; en effet, tandis que les listes des prisonniers militaires étaient transmises régulièrement à l'Agence centrale des Prisonniers de guerre, aucune liste d'internés civils ennemis n'était établie. Ce ne fut qu'à la suite des démarches réitérées du Comité international de la Croix-Rouge que certains Gouvernements consentirent à inscrire les civils internés sur les listes de prisonniers. D'autres, par contre, s'y refusèrent et ne répondirent pas aux demandes d'enquêtes faites au sujet des civils internés, laissant ainsi les familles dans la plus pénible angoisse.

Le CICR organisa la visite de camps d'internés civils ennemis, mais, pour toutes ces démarches et interventions, il ne pouvait s'appuyer sur aucun texte de droit positif. Quelques conventions particulières ad hoc furent toutefois conclues pendant les hostilités. Malheureusement, ces conventions, conclues pour la durée des hostilités, devinrent caduques après la conclusion de l'armistice en 1918.

Sitôt après la guerre, le CICR étudia les moyens d'éviter le retour d'une situation aussi regrettable. A cet effet, il proposa à la Xème Conférence internationale de la Croix-Rouge qui se tint à Genève en 1921, que le texte d'une convention protégeant les civils ennemis et les populations des régions occupées fût étudié en même temps que le statut des prisonniers de guerre. Le rapport que le CICR présenta dans ce sens devait servir de base à un "CODE DES PRISONNIERS DE GUERRE, DEPORTES ET REFUGIES", comprenant, outre les dispositions relatives au statut des prisonniers de guerre, des articles relatifs aux populations civiles des territoires tombés au pouvoir de l'ennemi. Ces articles limitaient notamment le droit de l'occupant quant aux déportations, aux évacuations des populations et aux prises d'otages.

Cependant, on fit valoir auprès du CICR que le moment paraissait inopportun pour proposer aux Gouvernements l'élaboration d'un statut des civils en temps de guerre et qu'une telle initiative pourrait même être considérée comme desservant la cause de la paix que soutenait la Société des Nations. C'est la raison pour laquelle, contrairement au vœu du CICR, la Conférence diplomatique réunie à Genève en 1929 ne s'occupa que du sort des pri-

sonniers de guerre, en faveur desquels fut conclue la Convention relative à leur traitement sur la base du projet établi par le CICR. Cependant, sur les instances du CICR, le voeu suivant fut inscrit dans l'Acte final:

"La Conférence, faisant siennes les résolutions unanimes de ses deux commissions générales, exprime le voeu que des études approfondies soient entreprises en vue de la conclusion d'une convention internationale concernant la condition et la protection de civils de nationalité ennemie qui se trouvent sur le territoire d'un belligérant ou sur un territoire occupé par lui."

La XIVe Conférence internationale de la Croix-Rouge réunie à Bruxelles en 1930, confirma au Comité international le mandat de poursuivre la tâche qu'il avait entreprise pour la protection des civils de nationalité ennemie. Une commission constituée par le Comité international élaborera alors, dans le cadre des principes posés par les Conférences antérieures, le projet qui fut soumis à la XVe Conférence internationale de la Croix-Rouge, réunie à Tokio en 1934, et qui est connu sous le nom de "projet de Tokio". Ce projet de convention confirmait et développait les principes que, de 1920 à 1925, le CICR avait toujours soutenus, à savoir entre autres la proscription des évacuations massives ainsi que celle des déportations individuelles qui ne seraient pas fondées sur des motifs précis et déterminés, et surtout l'application aux civils internés d'un traitement au moins aussi favorable que celui des prisonniers de guerre. Au surplus, la Convention de Genève de 1929 leur serait applicable par analogie, dans la mesure où elle l'était à des civils. Ce "projet de Tokio" prévoyait, quant à l'application de la future convention, les mêmes mesures de contrôle que celles établies par la Convention de 1929 relative au traitement des prisonniers de guerre.

Le projet du CICR fut adopté d'emblée par la Conférence de Tokio comme base de négociations diplomatiques et le CICR reçut de cette XVe Conférence internationale de la Croix-Rouge le mandat de faire toute démarche utile pour faire aboutir une Convention dans le plus bref délai. A cette époque, on n'envisageait pas la possibilité d'un conflit imminent, de sorte que le caractère d'urgence d'une telle Conférence était loin d'apparaître à tous. Aussi les réponses se firent-elles attendre et ce n'est qu'au cours de l'année 1939 que l'adhésion des Etats invités permit de fixer la date de la Conférence au début de 1940, à Genève. C'est ainsi que, lorsque la Guerre éclata, le "projet de Tokio" n'était toujours qu'un projet.

Faute de Convention dûment ratifiée, le Comité international de la Croix-Rouge espéra pouvoir amener les Gouvernements à conclure des arrangements provisoires dont le "projet de Tokio" eût fourni la base. Hélas, lorsque le Comité international de la Croix-Rouge demanda aux belligérants de s'engager réciproquement à appliquer de facto le "projet de Tokio", il se heurta à une indifférence générale. Sans se laisser décourager par cette attitude qui devait être si lourde de conséquences, le Comité international demanda que les civils, au cas où ils seraient internés, soient au moins assimilés aux prisonniers de guerre et qu'on leur applique par analogie la Convention de 1929. La plupart des belligérants acceptèrent d'étendre le bénéfice de cette Convention aux civils de nationalité ennemie se trouvant sur le territoire d'un belligérant et arrêtés en raison de leur seule nationalité; c'était notamment le cas de nombreux Français résidant en Allemagne et d'Allemands résidant en France, qui furent internés dès la déclaration de la guerre. Mais le bénéfice de cette protection ne fût pas étendu aux civils de nationalité ennemie se trouvant sur un territoire occupé, telle la Pologne dès le début de la guerre.

Restait le Règlement de la Haye de 1907 qui contient des dispositions générales sur les territoires occupés. L'application de bonne foi de ces dispositions aurait suffi à protéger la population civile; malheureusement, les dispositions furent mal appliquées; et, à l'issue de la II^e Guerre Mondiale de nombreuses condamnations pour crimes de guerre ont été prononcées pour des violations du Règlement de la Haye. Actuellement, les lacunes de ce règlement sont comblées par la IV^{ème} Convention de Genève de 1949.

Dès lors, en ce qui concerne la situation des civils durant la seconde guerre mondiale, on peut distinguer quatre phases:

La première phase (de septembre 1939 au printemps 1940) est caractérisé par les démarches générales du CICR tendant à obtenir des Puissances belligérantes l'adoption temporaire du "projet de Tokio" ou, à son défaut, l'application aux internés civils des dispositions de la Convention de 1929, relative aux prisonniers de guerre.

La deuxième phase (de 1940 à 1943) correspond à l'occupation de la majeure partie de l'Europe par le III^e Reich, des millions de civils tombant ainsi sous la dépendance d'un seul groupe de belligérants. L'équilibre entre les Puissances adverses se trouvant ainsi rompu, ces civils sont de plus en plus exposés à l'arbitraire des Autorités occupantes, la réciprocité n'exerçant plus guère son influence modératrice.

Dans la troisième phase (1943-1945), le CICR, dont les interventions générales et officielles en faveur des détenus civils se heurtent invariablement à des fins de non-recevoir, s'efforce d'alléger leur sort en multipliant des actions de caractère pratique et local. En effet, en raison de l'évolution de la situation politique et militaire, les Autorités du IIIe Reich se décident à accorder enfin certaines facilités.

Ainsi, en 1943, les autorités du Reich consentent à remettre aux déportés les secours qui leur seront envoyés, à condition qu'ils soient adressés directement et nominaleme^{nt}nt aux bénéficiaires. Elles refusent pourtant toujours de fournir les listes des internés. Malgré cela le Comité international de la Croix-Rouge fait la tentative d'envoyer des secours aux rares déportés dont il connaît le lieu de déportation. Un premier envoi de colis individuels part et, surprise, des accusés de réception reviennent portant non seulement la signature du bénéficiaire mais cinq, dix, quinze noms de camarades. Autant de noms nouveaux, autant de nouveaux colis que le Comité enverra. C'est ainsi que de 1943, à la fin de la guerre, 6.836 tonnes de marchandises, représentant 1.631.000 colis purent être envoyés dans les camps de concentration.

La quatrième phase (1945) est marquée par les concessions capitales que le gouvernement allemand se résoud à faire pendant les trois derniers mois de la guerre. Le CICR obtient l'autorisation d'envoyer vers certains camps des délégués du Comité international, à condition qu'ils y restent jusqu'à la libération. C'est ainsi que des délégués du CICR, tous volontaires, tenteront d'entrer dans les camps de Ravensbrück, Oranienburg, Theresienstadt, Mauthausen, Dachau et Turckheim et parviendront à sauver la vie d'un certain nombre de détenus. (Voir la publication du CICR intitulée "L'activité du CICR en faveur des civils détenus dans les camps de concentration en Allemagne - 1939-1945")

Pendant toute la guerre, le Comité international de la Croix-Rouge n'a cessé de relancer les Autorités du Reich en faveur des détenus civils. C'est par cette constante pression qu'il a atteint les quelques résultats qui viennent d'être rappelés.

Après la guerre, certains ont reproché au CICR de ne pas avoir "protesté" contre l'existence des camps de concentration, et de ne pas avoir dénoncé les atrocités qui s'y commettaient. Protester? Le CICR l'a fait sans cesse auprès des Autorités

(Service international de Recherches - SIR) - 30-10-1945

responsables. Toute une partie de ses efforts n'est qu'une longue suite de protestations. Beaucoup d'améliorations sont dues précisément à des démarches de ce genre.

Mais protester publiquement? Une protestation de ce genre eut compromis, irrémédiablement, l'oeuvre quotidienne et efficace que le CICR accomplissait en faveur de deux millions de prisonniers de guerre et de certains internés civils. En effet, les Autorités du Reich, devant l'insistance du CICR, avaient expressément menacé de suspendre l'application de la Convention de Genève de 1929 relative au traitement des prisonniers de guerre, qui était, de façon générale, respectée.

Cependant, durant toute la guerre, le CICR n'a cessé de déployer, en faveur des détenus civils, tous ses efforts, en vertu de son droit d'initiative humanitaire.

CREATION DU SIR

En pleine guerre, en 1943, à Londres, le "Committee on Displaced Populations of the Allied Post-War Requirement Bureau" étudie les conséquences des vastes déplacements de populations causés par la guerre. La décision est prise d'établir dans les différents pays d'Europe, après leur libération, des bureaux de recherches qui auront pour mission de retrouver les personnes déportées ou disparues. Dès l'année suivante, en 1944, les autorités militaires alliées doivent faire face aux problèmes que posent les personnes civiles qu'elles sont amenées à prendre en charge dans les territoires progressivement libérés. Cette tâche est d'abord confiée au SHAEF (Supreme Headquarters of the Allied Expeditionary Forces) qui fait procéder à l'enregistrement de toutes les "personnes déplacées" (displaced persons = DP); pour chacune d'elles, une fiche d'identité est établie, connue sous le nom de fiche "DP-2" dont les éléments servirent ensuite pour répondre aux demandes de recherches.

En mars 1945, le SHAEF, en collaboration avec l'UNRRA (Administration des Nations Unies pour le secours et la restauration), entreprend de rechercher et de rassembler toute la documentation subsistant sur les personnes détenues dans les camps de concentration.

Le 17 septembre 1945, aux termes d'un accord conclu avec le Comité de coordination de la Commission de contrôle pour l'Allemagne, l'UNRRA prend la direction de cette action dont le but principal est de rechercher les ressortissants des pays membres des Nations Unies, militaires ou civils, disparus au cours de la guerre, de recueillir et de conserver tout document relatif aux réfugiés et aux personnes déplacées et de prêter assistance au regroupement des familles dispersées.

En janvier 1946, le Bureau central de Recherches de l'UNRRA s'installe à Arolsen, petite ville de 4.500 habitants située à proximité de Cassel et relativement peu touchée par les bombardements.

A partir du 1er janvier 1948, le Bureau central de Recherches prend le nom de "International Tracing Service", ITS, (Service international de Recherches - SIR). Sa gestion est

assumée par l'Organisation des Réfugiés (OIR) jusqu'à la fin du mois de mars 1951, et, dès cette date, par la Haute Commission Alliée pour l'Allemagne.

Le 5 mai 1955, la Haute Commission Alliée pour l'Allemagne est dissoute et la responsabilité de la direction et de l'administration du SIR est confiée au Comité international de la Croix-Rouge à Genève (CICR), par un accord international.

Dirigé par le CICR, le SIR agit dans un but humanitaire; sa tâche est de fournir aux personnes directement concernées, les renseignements individuels, tirés de ses archives, qui peuvent leur être utiles.

Le 17 septembre 1945, aux termes d'un accord conclu avec le Comité de coordination de la Commission de contrôle pour l'Allemagne, l'UNRRA prend la direction de cette section dont le but principal est de rechercher les ressortissants des pays membres des Nations Unies, militaires ou civils, disparus au cours de la guerre, de recueillir et de conserver tout document relatif aux réfugiés et aux personnes déplacées et de prêter assistance au rapprochement des familles dispersées.

En janvier 1946, le Bureau central de Recherches de l'UNRRA s'installe à Ansbach, petite ville de 4.500 habitants située à proximité de Cassel et relativement peu touchée par les bombardements.

À partir du 1er janvier 1948, le Bureau central de Recherches prend le nom de "International Tracing Service", ITS (Service international de Recherches - SIR). Sa gestion est

entrepris de rechercher et de rassembler toute la documentation existant sur les personnes détenues dans les camps de concentration.

LES ARCHIVES DU SIR

L'importance prise par les activités du SIR est due avant tout à ses archives.

C'est à partir de 1947 que le SIR commence à entrer en possession des documents des camps de concentration que les armées alliées avaient mis en sûreté lors de la libération des camps et qui, jusqu'alors, étaient restées à la disposition du tribunal international de Nuremberg chargé de juger les criminels de guerre.

De 1946 à 1950, le SIR acquiert les documents du temps de guerre, c'est-à-dire les documents concernant notamment les travailleurs forcés. Par la suite il obtient encore les documents de l'après-guerre, c'est-à-dire les pièces d'enregistrement des DP.

L'importance des archives du SIR ne cesse d'augmenter puisque l'acquisition de nouveaux documents se poursuit actuellement encore grâce à la coopération d'organismes tels que la "Główna Komisja Badania Zbrodni Hitlerowskich w Polsce, Warszawa" (Commission centrale d'étude des crimes hitlériens en Pologne, Varsovie); la "Zentrale Stelle der Landesjustizverwaltungen, Ludwigsburg" (Office central compétent pour la recherche des criminels de guerre, Ludwigsburg); les Archives fédérales de Coblenche, la "Dokumentationsarchiv des Oesterreichischen Widerstandes, Wien" (Archives de la résistance autrichienne, Vienne); la "Oesterreichische Lagergemeinschaft Mauthausen, Wien" (Amicale autrichienne de Mauthausen, Vienne); le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés; quelques Sociétés nationales de la Croix-Rouge, etc.

Les archives du SIR sont réparties en cinq sections:

1) Section des documents des camps de concentration

Cette section, la plus importante par la nature et par le nombre des archives qui y sont rassemblées, réunit les documents des camps de concentration qui ont pu être recueillis. Malheureusement, quantité d'archives ont été

détruites au moment de la libération, souvent par les SS eux-mêmes. Si certains camps, tels Buchenwald et Dachau, sont couverts de façon presque complète, d'autres le sont à 80% ou à 50%, d'autres enfin ne le sont pas du tout. Cependant le SIR complète inlassablement ces archives grâce aux documents qu'il continue à recevoir. C'est ainsi qu'en 1968, le SIR qui ne possédait aucun document sur le camp de Stutthof a reçu, par l'intermédiaire du Musée d'Etat d'Auschwitz, une liste comportant 47'000 noms de déportés dans le camp de Stutthof.

La section des documents des camps de concentration regroupe les listes de détenus provenant des divers camps de concentration et les documents personnels des détenus, c'est-à-dire les documents établis individuellement pour chaque détenu. Il s'agit de:

- Questionnaires personnels des détenus (établis lors de l'arrivée des détenus sur un formulaire avec indications de l'état civil, de la date et du motif d'arrestation).
- Fiches personnelles des détenus.
- Fiches mentionnant les objets personnels des détenus (avec indications des vêtements, papiers et objets de valeur du détenu qui étaient confisqués).
- Fiches d'infirmerie (avec indications sur l'état de santé à l'arrivée, vaccinations, maladies et soins médicaux, et parfois aussi des références aux expériences pseudo-médicales qui furent pratiquées).
- Fiches de travail (avec indications sur la mise au travail du détenu dans un commando extérieur ou dans les commandos intérieurs).
- Fiches de contrôle du courrier (fiches sur lesquelles sont mentionnés le courrier reçu et envoyé par les détenus).
- Petites fiches individuelles (provenant du fichier).

Les listes des détenus comprennent les:

- Registres des arrivées (registres numériques établis d'après les numéros des détenus).
- Listes des arrivées (avec indications sur l'arrivée et le lieu d'origine des détenus, par exemple: transfert d'un autre camp de concentration ou incarcération par la Gestapo).

- Relevés journaliers des effectifs (transfets, relaxations, décès et arrivées).
- Listes des convois (transferts de détenus vers d'autres camps de concentration ou commandos extérieurs ainsi que transferts de commandos extérieurs au camp principal).
- Listes des examens médicaux effectués par le médecin du camp dans lesquelles il est mentionné si les détenus sont aptes au travail et s'ils sont transportables.
- Listes de transferts d'un bloc à un autre à l'intérieur du camp, etc.

Dans cette documentation sont comprises également les listes nominatives des détenus libérés, établies par les Troupes Alliées lors de la libération des camps de concentration, ainsi que les CONCENTRATION CAMP INMATES QUESTIONNAIRES du Gouvernement Militaire qui furent établis lors de la libération des détenus.

Toute cette documentation fournit des indications sur la durée et le genre de détention, la mort, les libérations des détenus. Les raisons exactes des détentions préventives, qui ne figurent normalement que sur le mandat d'arrêt préventif, sont parfois mentionnées d'une façon succincte dans les dossiers personnels des détenus. Des informations concernant la détention de proches parents figurent parfois dans ces dossiers.

Une importante partie des documents existant dans cette section sont des listes concernant les déportations de Juifs. Il s'agit des listes de transports venant du territoire du Reich (en majorité des territoires de l'actuelle République Fédérale d'Allemagne et de Berlin), des pays occupés de l'Europe de l'Ouest, du protectorat de Bohême et Moravie et en partie de la Slovaquie.

La section des documents des camps de concentration possède également différents fichiers de la Gestapo ainsi qu'une documentation incomplète des prisons et un petit nombre de dossiers du Tribunal du Peuple (Volksgerichtshof).

2) Section des documents du temps de guerre

Les documents conservés dans cette section constituent une source d'informations sur les étrangers qui, à un titre quelconque, se trouvaient entre 1939 et 1945 dans le IIIe Reich.

Il s'agit d'extraits de registres des habitants, de documents établis par les employeurs, les bureaux de travail, les bureaux d'assurances et les caisses de maladie, les médecins, les services administratifs de la police et des prisons, les bureaux d'état civil et autres organismes qui durent être mis à la disposition des forces d'occupation après la guerre.

Cette documentation provient presque uniquement du territoire de l'actuelle République Fédérale d'Allemagne et contient des renseignements sur le lieu et la durée du séjour, la période d'emploi et d'assurance, sur d'éventuels traitements hospitaliers ou sur des soins donnés, ainsi que sur les cas de décès qui furent signalés par les bureaux d'état civil ou par l'administration des cimetières.

Il s'agit plus particulièrement des documents suivants:

Enregistrement:

Listes nominatives établies par:

- les bureaux de travail
- les bureaux de recensement
- les arrondissements
- les conseils communaux

Rapports des employeurs:

Listes nominatives établies par:

- les firmes et les usines
- les artisans
- les exploitations agricoles

Rapports des assureurs:

Listes nominatives établies par:

- les caisses de maladie
- les assurances d'accident
- les bureaux d'assurances
(assurance sociale)

Rapports sur des cas
de maladie:

Listes nominatives établies par:

- les hôpitaux
- l'office de la santé publique
- les médecins traitants

Rapports des bureaux
d'état civil:

- actes de naissance
- actes de mariage
- actes de décès
- listes nominatives des morts

Rapports des autorités
de la police:

- Listes nominatives établies par:
- les bureaux de police locale
 - les bureaux de police régionale

Rapports des tribunaux
et des prisons:

- Listes nominatives établies par:
- les tribunaux de première instance
 - les prisons

3) Section des documents de la période de l'après-guerre

La plupart des documents rassemblés dans cette section concerne les personnes déplacées qui ont été enregistrées de 1945 à 1951 par des organisations internationales d'assistance comme l'UNRRA et l'OIR.

Ces documents contiennent les déclarations faites par les personnes déplacées elles-mêmes sur leur présence en Allemagne pendant la guerre et sur le domicile et l'emploi de leur famille. Le cas échéant, ces déclarations mentionnent les persécutions qui eurent lieu pendant la guerre.

Cette section contient également des constats médicaux relatifs aux personnes déplacées et des listes de personnes déplacées ayant émigré avec l'aide d'organisations internationales d'assistance.

4) Section des documents concernant les enfants des DP

Cette section détient les dossiers d'enfants non allemands qui furent séparés de leurs parents durant la guerre ou sitôt après. Le nom de famille et l'origine sont dans bien des cas inconnus.


Les documents relatifs aux cas de "Lebensborn" sont réunis dans cette section.

L'organisation "Lebensborn" (source de vie), créée dès 1935, était chargée d'élever des enfants de race germanique; durant la guerre c'est elle qui fut chargée de la "germanisation" des enfants enlevés par les nazis dans les territoires occupés, notamment en Pologne.

Verwechslungsstelle

L. Nr. / Bn. VIII / 75 Tgb. - Nr. 6113/42 Litzmannstadt, den 20. Juni 1942
Geheime Staatspolizei - Staatspolizei-Litzmannstadt

Handschreiben-Ubersetzung

| | | |
|-----------------------------------|--|--|
| Aufgegeben Zeit Tag Monat Jahr | Datum der Eingangsannahme |  |
| --- --- | | Verdachtsmoment |
| N. F. S. | Telegramm - Funkspruch - Fernschreiben Fernspruch | |

Fernschreiben

An das
Sicherheitshauptamt
Referat IV B 4 -
H. H. - Obersturmbannführer **Eichmann**
Berlin
Kurfürstenstraße 119/116

Bezt.: Überstellung von 88 tschechischen Kindern aus der Gemeinde Lidits nach Litzmannstadt.
Vorg.: Rücksprache mit H-Ostuf. Eichmann.

Am 13.6.1942 sind hier 88 tschechische Kinder aus der obengenannten Gemeinde eingetroffen. Angewendet war dieser Transport vom Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD, Prag. Das FS war gekennzeichnet von H-Obersturmbannführer **Pischaer**.

In einem FS vom 17.6.1942 habe ich dem Befehlshaber der Sipo u.d. SD gebeten, bei IV B 4 zu klären, was mit den tschechischen Kindern zu geschehen hat. Von Ru3 sind in der Zwischenzeit 7 Kinder als rückdeutschungsfähig befunden worden.

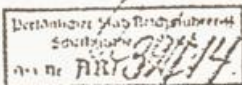
Nachdem ich weder von IV B 4 noch vom Befehlshaber der Sipo u.d. SD über die Weiterverwendung der Kinder Nachricht habe und die Kinder ohne Gepäck hierher überstellt worden sind, bitte ich dringend, über die Verwendung der Kinder zu verfügen.

(**Krumey**)
H-Obersturmbannführer

Lettre de Krumey à Eichmann concernant l'arrivée à Lódz (Pologne) de 88 enfants tchèques de Lidice, dont 7 sont considérés comme bons pour la "germanisation".

Der Reichsführer-
Tgb.Nr. AR/32/B
EY/V.

Berlin, den 11.6.1941



1.) Reichstatthalter
H-Gruppenführer Greiser
Posen
Schloßfreiheit 13

31. Aug 1941

Lieber Parteigenosse Greiser!

Ich darf die Anregung, die ich kürzlich mündlich gegeben habe, schriftlich wiederholen.

1.) Ich halte es für richtig, wenn besonders gutrasige kleine Kinder polnischer Familien zusammengestellt und von uns insbesondere, nicht zu großen Kinderkorten und Kinderheimen erzogen würden. Das Wegholen der Kinder müßte mit gesundheitlicher Gefährdung begründet werden.

2.) Kinder, die nicht einschlagen, sind den Eltern zurückzugeben.

3.) Ich rate, zunächst einmal nur mit zwei oder drei solchen Einrichtungen zu beginnen, um Erfahrungen zu sammeln.

4.) Von den Kindern, die sich als einigermaßen gut herausstellen, wäre nach einem halben Jahr Ahnentafel und Abstammung einzuholen. Nach insgesamt einem Jahr ist daran zu denken solche Kinder als Erziehungskinder in kinderlos gutrasige Familien zu geben.

5.) Als Leiter und Leiterinnen für solche Institutionen dürfen nur die besten und rassistisch klarschauenden Kräfte genommen werden.

Heil Hitler!

Gen. H. Himmler

- 2.) An den
Chef der Sicherheitspolizei und des SD
H-Gruppenführer Heydrich
- 3.) Chef des Persönlichen Stabes RFW
H-Gruppenführer Wolff
- 4.) Chef des Rassen- und Siedlungshauptamtes
H-Gruppenführer Hofmann

durchschriftlich mit der Bitte um Kenntnisnahme übersandt.

Die Oberabschnittsführer H-Gruf. Frätkmann, i. A.
H-Obergruf. Krüger, H-Gruf. Hilchenrath und
H-Obergruf. Schmanser haben einen Durchschlag erhalten.

H-Strukturführer

Lettre d'Himmler ordonnant que les enfants polonais "racialement purs" soient enlevés à leurs familles et placés dans des maisons d'éducation pour être ensuite adoptés par des couples allemands sans enfants.



Faint, illegible text at the top of the page, possibly a header or title.

Main body of faint, illegible text, appearing to be a list or a series of entries.

A small, illegible stamp or mark on the right side of the page.

Large section of faint, illegible text in the middle of the page, possibly a list or a series of entries.

Faint, illegible text at the bottom of the page, possibly a footer or a concluding statement.



5) Section historique

Cette section conserve les archives d'ordre général qui se rapportent à l'époque des persécutions national-socialistes. La majeure partie de ces documents concerne les camps de concentration. Il s'agit de décrets et d'ordonnances des divers ministères et services placés sous l'autorité du Reichsführer-SS Himmler. On y trouve également des documents de caractère général provenant de différents camps de concentration.

La section historique possède également des prescriptions sur la mise au travail de la main-d'oeuvre étrangère dans le territoire du Reich pendant la guerre.

LES ACTIVITES DU SIR

La tâche essentielle du SIR consiste à fournir, dans un but humanitaire, les renseignements individuels tirés de ses archives, qui peuvent être utiles aux personnes qu'ils concernent directement. Il s'agit notamment de répondre à des demandes d'enquêtes individuelles, d'établir des certificats d'incarcération et des rapports sur l'incarcération, des extraits de documents sur le séjour dans les anciens camps de concentration ou de travail, des certificats de résidence et des rapports sur le séjour après la guerre, de délivrer des actes de décès et de remettre des papiers cliniques et des constats médicaux.

Dans le cadre de ces activités, le SIR a largement contribué à l'action que, de 1961 à 1972, le CICR et les Croix-Rouge de Hongrie, de Pologne et de Tchécoslovaquie menèrent en faveur des ressortissants de ces pays ayant subi des expériences pseudo-médicales dans les camps hitlériens. 1) En effet, durant la seconde guerre mondiale, des médecins ont utilisé les internés des camps de concentration pour effectuer sur eux des expériences illicites, dites pseudo-médicales.

Le SIR s'est attaché à étudier les documents en sa possession afin de déterminer notamment: les endroits où les expériences ont été effectuées, la nature des expériences, le service qui en prit l'initiative, les personnes qui les ont exécutées, la date à laquelle elles ont eu lieu, le nombre de personnes qui les ont subies, l'identité des victimes, les séquelles des expériences.

Les principaux types d'expériences sur lesquels le SIR possède une documentation sont les suivants:

- expériences portant sur les phlegmons et les traitements par les sulfamides: il s'agissait d'expérimenter la valeur d'un nouveau médicament destiné à lutter contre les infections causées par des blessures; dans le cadre de ces expériences, des blessures ont été artificiellement provoquées et infectées avec des bactéries telles que streptocoque, germe de la gangrène gazeuse et bacille tétanique; les expérimentateurs ont également procédé par injections de pus;

1) Voir article paru à ce sujet dans la Revue internationale de la Croix-Rouge de janvier 1973.

- expériences portant sur les bombes incendiaires (phosphore): il s'agissait de rechercher le meilleur moyen de traiter les brûlures dues aux bombes incendiaires; ces brûlures étaient donc artificiellement infligées aux détenus désignés pour l'expérience;
- expériences portant sur les effets de l'eau de mer: il s'agissait d'expérimenter comment des pilotes ou des naufragés pourraient survivre en buvant de l'eau de mer; les détenus désignés pour l'expérience ne recevaient, pour toute boisson, que de l'eau de mer à laquelle l'on avait ajouté, dans certains cas, des substances destinées à la rendre potable;
- expériences avec des poisons: dans le cadre de ces expériences, on a administré aux victimes du poison mêlé à la nourriture; on a également expérimenté l'effet de balles empoisonnées;
- expériences sur l'hépatite épidémique: elles consistaient en l'inoculation de cette maladie à des détenus en bonne santé;
- expériences sur la résistance du corps aux effets du froid: il s'agissait de trouver la meilleure méthode de réanimation des personnes exposées à des températures très basses; dans ce dessein, on plaçait des détenus dans des bassins remplis d'eau glacée. Dans certains cas, on les exposait à l'air froid;
- expériences sur la résistance du corps humain aux diverses pressions atmosphériques: elles s'effectuaient dans une chambre fermée, dont on pouvait évacuer l'air. Elles devaient permettre d'étudier le comportement et les lésions des pilotes éjectés d'avions à haute altitude;
- expériences avec l'ypérite: il s'agissait de rechercher le meilleur moyen de traiter les blessures causées par ce gaz de combat; au moyen de celui-ci, les détenus désignés étaient donc volontairement blessés pour l'expérience;
- expériences sur le paludisme: elles ont comporté l'inoculation de la malaria; dans de nombreux cas, la malaria a été plusieurs fois inoculée à la même victime;

- expériences sur la régénération osseuse, musculaire, nerveuse et la transplantation d'os: dans le cadre de ces expériences, on a notamment prélevé, sur des détenues saines, des parties d'os, de muscles et des nerfs, et nombre de victimes en ont gardé des mutilations ou infirmités permanentes;
- expériences de stérilisation: il s'agissait de trouver un moyen simple et peu coûteux de procéder à des stérilisations en masse; ces expériences ont été faites tant sur les hommes que sur les femmes, au moyen des rayons-X, des médicaments et des injections dans les organes génitaux;
- expériences portant sur le typhus exanthématique: il s'agissait d'inoculer cette maladie à des détenus en bonne santé;
- expériences sur le cancer: elles avaient pour objet l'examen des stades précoces du cancer;
- expériences d'électrochocs: dans le cadre de ces expériences, des détenus en bonne santé étaient soumis à des séries d'électrochocs;
- expériences dites "de mescaline": elles avaient pour but d'étudier si la mescaline et d'autres drogues pouvaient servir à des fins d'interrogatoires.

(18)

DOCUMENT Nr. 30-919-
OFFICE OF CHIEF OF COUNSEL FOR WAR CRIMES
"THIS IS AN UNOFFICIAL COPY"

2 Abschriften

23./5. 44
G/11/12

A b s c h r i f t

Der Reichsfuehrer-SS Feld-Kommandostelle, 15. Mai 44

Ich ordne hiermit an, dass medizinische Versuche, welche in Konzentrationslagern durchgefuehrt werden, mit sofortiger Wirkung ausserhalb meiner persoenlichen Genehmigung untersagt sind.

Alle Dienststellen innerhalb der SS und Polizei, welche die Durchfuehrung eines medizinischen Versuches in einem Konzentrationslager fuenf notwendig halten, koennen eine entsprechende beauftragte Person, aus dem die Freigestellung der Ueberwachung der anzustellenden Versuche, die Anzahl der betroffenen Haeftlinge sowie die voraussichtliche Dauer des Versuches ersichtlich sein muessen, an den Reichsarzt-SS und Polizei zu richten.

Der Reichsarzt-SS und Polizei legt mir die Antrage mit einer kritischen medizinischen Stellungnahme des Obersten Klinikers sowie mit einer Stellungnahme von SS-Gruppenfuehrer F e b e und SS-Gruppenfuehrer G l u e c k s vor.

H e i m m l e r

F.d.R.d.A.

Ordre de Himmler selon lequel toutes les experiences pseudo-medicales seront dorénavant soumises à son approbation.

Une autre activité importante du SIR consiste à analyser et exploiter les documents en sa possession.

Comme on l'a vu le SIR conserve dans sa section historique des archives d'ordre général dont la majeure partie concerne les camps de concentration. Tous ces documents sont analysés, classés et exploités. C'est ainsi que le SIR a publié au cours des années 1949-1950 et 1951 le "Catalogue of camps and prisons in Germany and German occupied territories, 1939-1945".

Depuis cette époque, le SIR a acquis une nombreuse documentation concernant les camps de concentration et autres lieux de détention ainsi que des documents d'ordre général. A la suite de ces acquisitions régulières, le "Catalogue of camps and prisons" se trouva peu à peu dépassé et, au bout de quelques années, il était devenu nécessaire de le remplacer par une nouvelle édition. Après plusieurs années de travail, il fut possible de faire paraître le "Répertoire provisoire des camps de concentration et de leurs commandos extérieurs ainsi que des autres lieux de détention dépendant du Reichsführer-SS en Allemagne et dans les territoires occupés par elle (1933-1945)". "Vorläufiges Verzeichnis der Konzentrationslager und deren Aussenkommandos sowie anderer Haftstätten unter dem Reichsführer-SS in Deutschland und deutsch besetzten Gebieten (1933-1945)". Cette édition a été terminée en 1969.

Actuellement, ce répertoire est à son tour dépassé, car, avec la volumineuse documentation qui a pu être recueillie et après de minutieuses recherches, il a été possible, non seulement de découvrir de nouveaux lieux de détention (6 camps de concentration de la première époque et 94 commandos), mais de recueillir une quantité d'informations de la plus haute importance, par exemple les dates d'ouverture et de fermeture de nombreux lieux de détention (pour 10 camps de concentration de la première époque et pour 527 commandos). Dans ces conditions, une révision totale de l'édition provisoire s'impose, elle est actuellement en cours.

D'autre part, la section historique s'occupe depuis plusieurs années, des travaux préparatoires du futur catalogue analytique des camps de concentration. Dans ce catalogue, le thème des camps de concentration sera développé comme on n'a jamais eu l'occasion de le faire, semble-t-il, dans aucune publication. Certains détails seront présentés sous la forme d'analyses. Dans la première partie ce sont le schéma, l'organisation et l'administration des camps qui seront traités. Les autres

chapitres comprendront des détails sur la répartition des fonctions, en tenant particulièrement compte des réglementations et ordres relatifs à la détention et au traitement des détenus.

De plus, ce catalogue contiendra des indications circonstanciées sur un grand nombre de particularités, telles que le classement des camps de concentration en fonction du degré de rigueur du régime de détention, les catégories de détenus, les permissions d'écrire, l'affectation au travail et également la façon d'enregistrer les cas de décès en tenant compte de la catégorie du détenu et de sa nationalité.

Ces exposés seront rédigés sur la base de tous les décrets et ordonnances connus, ainsi que d'après les diverses instructions figurant dans les documents d'enregistrement des détenus. Ce catalogue sera complété par une liste géographique de tous les lieux de détention connus qui, dans une présentation schématisée, contiendra des notes historiques et statistiques. Afin d'éviter toute confusion, elle mentionnera également les prisons de la Justice, y compris certains sièges de la Gestapo, car l'expérience a démontré que souvent des prisons leur étaient annexées. Plusieurs des nombreux et précieux documents nouvellement acquis seront utilisés pour la rédaction de la partie générale du catalogue analytique.

Une autre activité importante du SIR consiste à tenir à jour le fichier central.

Tous les noms figurant dans les documents du SIR sont fichés. En plus des indications relatives à la personne et à la source de l'information, chaque fiche contient la référence et la description sommaire des documents dans lesquels le nom de chaque personne est mentionné. Toutes les demandes qui parviennent au SIR passent par le fichier central avant d'être acheminées dans les différentes sections où elles sont étudiées.

Le fichier central est le répertoire alphabétique ainsi que la clé d'accès à chacun des documents. Le classement de ces fiches est fait selon un système alphabético-phonétique. Il s'agit d'un système empirique, constamment perfectionné grâce à l'expérience acquise, auquel il a été nécessaire de recourir en raison des diverses orthographes et formes dérivées des noms de familles, surtout des noms slaves et juifs d'Europe orientale qui représentent environ 60% de l'ensemble des noms. En recourant à ce système, et en tenant compte de la diversité des translittérations des noms slaves dans les langues à alphabet latin, il put être obvié aux transformations, modifications, erreurs de graphies, etc., affectant les noms de famille.

Le fichier central compte actuellement 39'700'000 fiches qui concernent près de 14 millions de personnes.

A côté du fichier central, d'autres fichiers ont été établis dans les différentes sections d'archives pour en permettre une exploitation plus rationnelle.

Le fichier central est constamment complété grâce aux nouveaux documents parvenant au SIR. C'est ainsi, par exemple, qu'en 1975, le SIR a reçu de la "Commission centrale d'enquêtes sur les crimes hitlériens en Pologne" des rapports du service dentaire des détenus du camp de concentration d'Auschwitz relatifs à l'extraction des prothèses en or et en alliage précieux des détenus décédés; ces rapports comportent 170 noms et 638 numéros de détenus qui ont pu être inclus dans le fichier central. En l'absence d'autres documents, ces rapports peuvent servir de preuve pour l'établissement de certificats de décès et d'incarcération.

Ainsi, grâce à l'acquisition constante de nouveaux documents qui continuent à lui parvenir, grâce à la fructueuse collaboration qui s'est établie entre le SIR et des organismes tels que la Commission centrale d'enquêtes sur les crimes hitlériens en Pologne, le SIR peut toujours mieux remplir sa tâche humanitaire.

Wyrokiem polowego sądu wojennego skazano na śmierć
wдовą Eugenię Włodarz oraz studentkę Elżbietę Zahorską za zamach na żołnierza niemieckiego, włącznie sabotaż, tzn. zrywanie plakatów.

RECOMMENDATURA

KOMMANDANTUR

I

Bekanntmachung

Durch das Feldkriegsgericht wurden:
die Witwe Eugenia Włodarz und
Studentin Elisabeth Zahorska zum
Tode verurteilt, wegen Attentat gegen
deutsche Wehrmachtsangehörige,
bezw. Sabotage (Abreißen von Pla-
katen).

Warschau, den 3. 11. 1939.

DIE KOMMANDANTUR

KOMENDANTURA

I c

Obwieszczenie

Wyrokiem polowego sądu wojenne-
go skazano na śmierć:

wdowę Eugenię Włodarz oraz stu-
dentkę Elżbietę Zahorską za zamach
na żołnierza niemieckiego, względnie
sabotaż, tzn. zrywanie plakatów.

Warszawa, dnia 3.11. 1939.

KOMENDANTURA

Liste de 27 personnes arrêtées en vertu de l'ordonnance, pour le crime
de 12 personnes par la révolte militaire.

Condammations à mort de deux
femmes pour avoir attaqué des soldats et arraché des affiches.

Bekanntmachung

Durch das Feldkriegsgericht wurden:
die Witwe Eugenia Wlodarz und
Studentin Elisabeth Zaborcka zum
Tode verurteilt wegen Attentat gegen
deutsche Wehrmachtangehörige,
bezw. Sabotage (Abreisen von Pia-
katen).

DIE KOMMANDANTUR

Warschau, den 2. II. 1922

KOMMANDANTUR

Opwieszczenie

Wyrokem polowego sadu wojennego
go skazano na smierc:
wdowe Eugenie Wlodarz oraz stu-
dentke Elizabete Zaborcku za zamach
na zbrojny niemiecki, wzglednie
sabotaz, tzn. zrywaniu plakatow.

KOMMANDANTURA

Warszawa, dnia 2. II. 1922

Informations à connaître
pour avoir été arrêté les soldats et soldats des Allemands.

Bekanntmachung

Trotz meiner wiederholten Warnungen sind in den letzten Tagen wiederum lauge Überläufer auf Deutsche und in deutschen Diensten stehende Personen verübt worden. Am 10.12.1943 wurde ein PKW in der Gerichtsstrasse mit Maschinenpistolen beschossen, wobei 2 Deutsche schwer verletzt und der polnische Kraftfahrer getötet worden sind. Am 11.12.1943 wurde ein deutscher Wehrmachtangehöriger in der Lindleystrasse von polnischen Banditen getötet und beraubt. Am 12.12.1943 wurde in der N1P - der Ortschaft Stara-Wies ein D-Zug durch Sprengstoffanschlag zur Entgleisung gebracht und anschließend beschossen. Hierbei sind 12 Deutsche, darunter eine Frau, getötet und eine grössere Anzahl schwer bzw. leicht verletzt worden. In diesem Falle haben die Ermittlungen einwandfrei ergeben, dass die hinterhältige Tat von Mitgliedern englischstämmiger, sogenannter nationaler Widerstandsorganisationen begangen wurde, die aus Warschau kamen und nach begangener Tat wieder dorthin zurückgekehrt sind. Weiter ist am 13.12.1943 ein Überfall in der Danilowiczowskastrasse ausgeführt worden, wobei 2 Deutsche, 1 in deutschen Diensten stehender polnischer Polizeibeamter und eine völlig unbeteiligte Polin erschossen worden sind. Ich habe daraufhin von den durch das Stadtgericht der Sicherheitspolizei verurteilten Personen, die zunächst für einen Gnadenersatz in Aussicht genommen waren, die nachfolgend Aufgeführten am 11.12.1943 und am 14.12.1943 öffentlich erschossen lassen.

| | | | | | | | | |
|---------------|-----------------|--------------|----------------|-------------------|--------------|------------------|-----------|--------------|
| 1. Kucharski | Jerry-Antoni | geb. 18.5.24 | 91. Harnoch | Tadeusz | geb. 23.1.11 | 198. Klankiewicz | Jan | geb. 12.1.19 |
| 2. Kucharski | Jerry | - 2.11.24 | 92. Janowski | Konstanty | - 24.6.24 | 199. Kozlowski | Stanislaw | - 28.12.19 |
| 3. Kucharski | Zdzislaw | - 18.1.20 | 93. Zaleski | Stanislaw | - 25.8.27 | 200. Wladyslaw | Jan | - 21.10.20 |
| 4. Kucharski | Maryla | - 1.1.24 | 94. Laskowski | Edward | - 28.1.19 | 201. Wrona | Jan | - 14.5.20 |
| 5. Kucharski | Jerry-Franziska | - 1.9.24 | 95. Fraczinski | Marian | - 26.7.22 | 202. Szarynski | Stanislaw | - 10.10.13 |
| 6. Kucharski | Zygmunt | - 4.11.24 | 96. Goral | Edward | - 15.8.22 | 203. Zychalski | Antoni | - 13.3.19 |
| 7. Kucharski | Zygmunt | - 18.12.23 | 97. Janowski | Edward | - 15.8.22 | 204. Panna | Stanislaw | - 17.8.13 |
| 8. Kucharski | Wlodek | - 4.2.21 | 98. Bednarski | Kliment-Franziska | - 13.1.13 | 205. Zurek | Feliks | - 5.11.23 |
| 9. Kucharski | Wlodek | - 28.12.19 | 99. Goral | Wlodek | - 7.8.27 | 206. Laskowski | Jan | - 22.8.23 |
| 10. Kucharski | Zygmunt | - 17.6.14 | 100. Zurek | Stanislaw | - 19.4.21 | 207. Wlodek | Jan | - 12.2.20 |
| 11. Kucharski | Jerry | - 20.10.22 | 101. Kucharski | Zygmunt | - 14.10.16 | 208. Kucharski | Stanislaw | - 7.11.11 |
| 12. Kucharski | Jerry | - 2.6.26 | 102. Kucharski | Ludwik | - 1.10.16 | 209. Kucharski | Jan | - 12.2.20 |
| 13. Kucharski | Maryla-Antoni | - 15.1.12 | 103. Kucharski | Stanislaw | - 11.8.24 | 210. Kucharski | Stanislaw | - 7.11.11 |
| 14. Kucharski | Stanislaw | - 18.8.23 | 104. Kucharski | Wlodek | - 12.11.20 | 211. Kucharski | Stanislaw | - 12.12.17 |
| 15. Kucharski | Jerry | - 4.8.25 | 105. Kucharski | Wlodek | - 28.8.21 | 212. Kucharski | Maryla | - 20.7.20 |
| 16. Kucharski | Tomasz | - 11.2.24 | 106. Kucharski | Jerry-Marian | - 11.2.14 | 213. Kucharski | Antoni | - 8.2.23 |
| 17. Kucharski | Stanislaw | - 20.4.27 | 107. Kucharski | Wlodek | - 28.11.22 | 214. Kucharski | Marian | - 8.12.24 |
| 18. Kucharski | Zdzislaw | - 14.1.26 | 108. Kucharski | Zygmunt | - 28.5.24 | 215. Kucharski | Edward | - 18.7.19 |
| 19. Kucharski | Jerry-Antoni | - 15.5.24 | 109. Kucharski | Stanislaw | - 18.8.24 | 216. Kucharski | Antoni | - 12.12.17 |
| 20. Kucharski | Wlodek | - 19.3.18 | 110. Kucharski | Stanislaw | - 12.11.20 | 217. Kucharski | Stanislaw | - 12.12.17 |
| 21. Kucharski | Zdzislaw | - 21.8.18 | 111. Kucharski | Stanislaw | - 9.3.15 | 218. Kucharski | Stanislaw | - 7.11.11 |
| 22. Kucharski | Karel | - 12.8.23 | 112. Kucharski | Stanislaw | - 14.2.25 | 219. Kucharski | Stanislaw | - 22.1.17 |
| 23. Kucharski | Edward | - 29.1.24 | 113. Kucharski | Wlodek | - 18.2.24 | 220. Kucharski | Stanislaw | - 28.5.24 |
| 24. Kucharski | Antoni | - 5.3.20 | 114. Kucharski | Jan | - 17.10.21 | 221. Kucharski | Jan | - 24.5.24 |
| 25. Kucharski | Edward | - 5.3.20 | 115. Kucharski | Wlodek | - 23.2.21 | 222. Kucharski | Stanislaw | - 8.12.24 |
| 26. Kucharski | Karel | - 18.4.20 | 116. Kucharski | Wlodek | - 14.8.28 | 223. Kucharski | Stanislaw | - 8.12.24 |
| 27. Kucharski | Tomasz | - 14.2.11 | 117. Kucharski | Wlodek | - 22.10.26 | 224. Kucharski | Stanislaw | - 10.11.20 |
| 28. Kucharski | Franziska | - 1.10.20 | 118. Kucharski | Wlodek | - 25.2.23 | 225. Kucharski | Stanislaw | - 24.5.20 |
| 29. Kucharski | Edward | - 6.5.20 | 119. Kucharski | Wlodek | - 21.7.10 | 226. Kucharski | Stanislaw | - 27.8.20 |
| 30. Kucharski | Karl | - 25.3.19 | 120. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 227. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 31. Kucharski | Stanislaw | - 19.12.13 | 121. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 228. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 32. Kucharski | Maryla | - 21.8.20 | 122. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 229. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 33. Kucharski | Stanislaw | - 1.4.14 | 123. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 230. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 34. Kucharski | Stanislaw | - 21.4.23 | 124. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 231. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 35. Kucharski | Stanislaw | - 15.4.29 | 125. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 232. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 36. Kucharski | Stanislaw | - 27.8.27 | 126. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 233. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 37. Kucharski | Stanislaw | - 21.8.20 | 127. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 234. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 38. Kucharski | Stanislaw | - 1.4.14 | 128. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 235. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 39. Kucharski | Stanislaw | - 21.4.23 | 129. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 236. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 40. Kucharski | Stanislaw | - 15.4.29 | 130. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 237. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 41. Kucharski | Stanislaw | - 27.8.27 | 131. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 238. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 42. Kucharski | Stanislaw | - 21.8.20 | 132. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 239. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 43. Kucharski | Stanislaw | - 1.4.14 | 133. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 240. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 44. Kucharski | Stanislaw | - 21.4.23 | 134. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 241. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 45. Kucharski | Stanislaw | - 15.4.29 | 135. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 242. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 46. Kucharski | Stanislaw | - 27.8.27 | 136. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 243. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 47. Kucharski | Stanislaw | - 21.8.20 | 137. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 244. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 48. Kucharski | Stanislaw | - 1.4.14 | 138. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 245. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 49. Kucharski | Stanislaw | - 21.4.23 | 139. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 246. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 50. Kucharski | Stanislaw | - 15.4.29 | 140. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 247. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 51. Kucharski | Stanislaw | - 27.8.27 | 141. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 248. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 52. Kucharski | Stanislaw | - 21.8.20 | 142. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 249. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 53. Kucharski | Stanislaw | - 1.4.14 | 143. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 250. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 54. Kucharski | Stanislaw | - 21.4.23 | 144. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 251. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 55. Kucharski | Stanislaw | - 15.4.29 | 145. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 252. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 56. Kucharski | Stanislaw | - 27.8.27 | 146. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 253. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 57. Kucharski | Stanislaw | - 21.8.20 | 147. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 254. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 58. Kucharski | Stanislaw | - 1.4.14 | 148. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 255. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 59. Kucharski | Stanislaw | - 21.4.23 | 149. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 256. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 60. Kucharski | Stanislaw | - 15.4.29 | 150. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 257. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 61. Kucharski | Stanislaw | - 27.8.27 | 151. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 258. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 62. Kucharski | Stanislaw | - 21.8.20 | 152. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 259. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 63. Kucharski | Stanislaw | - 1.4.14 | 153. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 260. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 64. Kucharski | Stanislaw | - 21.4.23 | 154. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 261. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 65. Kucharski | Stanislaw | - 15.4.29 | 155. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 262. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 66. Kucharski | Stanislaw | - 27.8.27 | 156. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 263. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 67. Kucharski | Stanislaw | - 21.8.20 | 157. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 264. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 68. Kucharski | Stanislaw | - 1.4.14 | 158. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 265. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 69. Kucharski | Stanislaw | - 21.4.23 | 159. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 266. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 70. Kucharski | Stanislaw | - 15.4.29 | 160. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 267. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 71. Kucharski | Stanislaw | - 27.8.27 | 161. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 268. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 72. Kucharski | Stanislaw | - 21.8.20 | 162. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 269. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 73. Kucharski | Stanislaw | - 1.4.14 | 163. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 270. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 74. Kucharski | Stanislaw | - 21.4.23 | 164. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 271. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 75. Kucharski | Stanislaw | - 15.4.29 | 165. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 272. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 76. Kucharski | Stanislaw | - 27.8.27 | 166. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 273. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 77. Kucharski | Stanislaw | - 21.8.20 | 167. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 274. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 78. Kucharski | Stanislaw | - 1.4.14 | 168. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 275. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 79. Kucharski | Stanislaw | - 21.4.23 | 169. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 276. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 80. Kucharski | Stanislaw | - 15.4.29 | 170. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 277. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 81. Kucharski | Stanislaw | - 27.8.27 | 171. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 278. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 82. Kucharski | Stanislaw | - 21.8.20 | 172. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 279. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 83. Kucharski | Stanislaw | - 1.4.14 | 173. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 280. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 84. Kucharski | Stanislaw | - 21.4.23 | 174. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 281. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 85. Kucharski | Stanislaw | - 15.4.29 | 175. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 282. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 86. Kucharski | Stanislaw | - 27.8.27 | 176. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 283. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 87. Kucharski | Stanislaw | - 21.8.20 | 177. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 284. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 88. Kucharski | Stanislaw | - 1.4.14 | 178. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 285. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 89. Kucharski | Stanislaw | - 21.4.23 | 179. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 286. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |
| 90. Kucharski | Stanislaw | - 15.4.29 | 180. Kucharski | Wlodek | - 12.9.27 | 287. Kucharski | Stanislaw | - 11.12.22 |

Warschau den 15. Dezember 1941

DER 44- UND POLIZIFÜHRER
im Distrikt Warschau

Liste de 270 otages exécutés en guise de représailles, pour le meurtre de 18 personnes par la résistance polonaise.

Bekanntmachung

Die nachstehende Bekanntmachung ist in der ersten Jahrgangszahl des "Blattes für die Provinz Westfalen" vom 1. März 1904 veröffentlicht worden. Die Bekanntmachung ist in der ersten Jahrgangszahl des "Blattes für die Provinz Westfalen" vom 1. März 1904 veröffentlicht worden. Die Bekanntmachung ist in der ersten Jahrgangszahl des "Blattes für die Provinz Westfalen" vom 1. März 1904 veröffentlicht worden.

| No. | Name | Standort | Art | Größe | Fläche | Wert |
|-----|------|----------|-----|-------|--------|------|
| 1 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 2 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 3 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 4 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 5 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 6 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 7 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 8 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 9 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 10 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 11 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 12 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 13 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 14 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 15 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 16 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 17 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 18 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 19 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 20 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 21 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 22 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 23 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 24 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 25 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 26 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 27 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 28 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 29 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 30 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 31 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 32 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 33 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 34 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 35 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 36 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 37 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 38 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 39 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 40 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 41 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 42 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 43 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 44 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 45 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 46 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 47 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 48 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 49 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 50 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 51 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 52 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 53 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 54 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 55 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 56 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 57 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 58 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 59 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 60 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 61 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 62 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 63 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 64 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 65 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 66 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 67 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 68 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 69 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 70 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 71 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 72 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 73 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 74 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 75 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 76 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 77 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 78 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 79 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 80 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 81 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 82 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 83 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 84 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 85 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 86 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 87 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 88 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 89 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 90 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 91 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 92 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 93 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 94 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 95 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 96 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 97 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 98 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 99 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 100 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |

DER KÖNIGLICHE POLIZEI-DIREKTOR

in Berlin

Vertrag vom 10. Dezember 1903

Seite 1

Liste de 270 objets exposés en vue de procéder, pour la partie de 25 personnes par la résistance polonaise.

Der Kommandant

Der Kommandeur
der Sicherheitspolizei und des SD
für den Distrikt Radom
wagendionststolle Tschchenstochau.

Tschchenstochau, den 31. X 1944 300

Standgerichtsurteil

I. Das Standgericht des Kommandeurs der Sicherheitspolizei und des SD für den Distrikt Radom hat den polnischen Volkstumsgesetzbrüchigen Eduard B a j o r , geb. am 16.1.1921 in Kobylow, wohnhaft in Kobylow Nr. 6,

in der Sitzung vom 31. X 1944, an der teilgenommen haben:

- 1.) als Vorsitzender: Hauptsturmführer D o t t e ,
- 2.) als Beisitzer: Obersturmführer R o i t h m ö l e r ,
- 3.) als Beisitzer: Sturmanschärführer K ü n i g ,

wegen Verbrechen nach §§ 1 und 2 der Verordnung zur Bekämpfung von Angriffen gegen das deutsche Aufbauwerk im Generalgouvernement vom 2. Oktober 1943, Verordnungsblatt für das GG Nr. 82/43, zum Tode durch Erschiessen — Erhöhen — verurteilt.

II. Gründe:

Die aufgeführte Person, auf die sich dieses Urteil erstreckt, ist — singl. — auf Grund der Feststellung des Gerichts als Nichtdeutsche im Sinne des § 1 Abs. 1 der obigen Verordnung anzusehen. Eine Ausnahme nach § 1 Abs. 2 liegt nicht vor.

Kurzer Tatbestand:

B a j o r hat als Angehöriger der Kampfgemeinschaft der illegalen Verbände der polnisch-nationalen Widerstandsbewegung "Armia Krajowa" im August dieses Jahres an einem Überfall auf die Försterei in Lipnik bei Zloty-Potok, der von einer mit Platoon und Gewehren bewaffneten Gruppe dieser Bande ausgeführt wurde.

Sentence de mort pour un membre d'un groupe de résistants polonais.

Beweismittel:

Beweise für die Absicht von Eduard B a j o r das deutsche Aufbauwerk im Generalgouvernement zu hindern oder zu stören sind:

- a) Teilbestandsfeststellung der des - Adre: Tschchenstochau - IV 1 b 2123/44
- b) Feststellungen der Sicherheitspolizei in ./. .
- c) Geständnis des - der - Verurteilten
- d) ./. .

Er - hat - haben - somit gegen folgende Gesetze bzw. Verordnungen und behördliche Anordnungen und Verfügungen verstoßen:

a) §§ der Verordnung zur Bekämpfung von Gewalttaten im Generalgouvernement vom 31.10.1939, in der Fassung vom 26.11.1941, Verordnungsblatt für das GG Nr. 111/41;

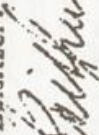
b) §§ 2, 3 der Verordnung über Waffenbesitz im Generalgouvernement vom 26.11.1941, in der Fassung vom 13.5.1942, Verordnungsblatt für das GG. Nr. 111/41 und Nr. 39/42;

c) und ist - sind - dadurch eines Verbrechens nach §§ 1 und 2 der Verordnung zur Bekämpfung von Angriffen gegen das deutsche Aufbauwerk im Generalgouvernement vom 2. Oktober 1943, Verordnungsblatt für das GG. Nr. 82/43, überführt. Er - ist - war - an daher zum Tode zu verurteilen.

Vorsitzer:



Beisitzer:



Beisitzer:



III. B a j o r wurde am 22.10.1944 in Tschchenstochau hingerichtet.

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

Ποσειδωνοειδης

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

BEKANNTMACHUNG

über die Registrierung der weiblichen Bevölkerung

Konzentrationslager Dachau
Häftlingskrankenbau

Wajmiller
den 27.2.1945.

Abgang durch Tod!

Gef. Art: ^{Sch} Name: C h m i l e w s k i Rudolf
geboren: 13.4.1925 zu C z e s t o c h o w a

Block: 21 Nr.: 118.902

Beruf: Elektriker

Fam.-Stand: ?

Kinder: ?

Relig.: - Pole

Wohnort: ???

Einweisende Dienststelle: Zurich

Revieraufnahme: 26. Februar, 1945

Gestorben: 27. Februar 1945 um 6 Uhr 50

Leichenschau: 27. Februar 1945

Zeit: um 14. Uhr

Diagnose: Diabetisches Coma

Todesursache: Versagen von Herz- und Kreislauf bei diabetischem Coma.

Der Lagerarzt

[Signature]
Hauptsturmführer

KL/37/4.43 500.000

| Nr. | Name | geb. | beruf | relig. | wohnort |
|-----|--------|-----------|------------|--------|---------|
| 1 | Zurich | 13.4.1925 | Elektriker | - | Pole |
| 2 | | | | | |
| 3 | | | | | |
| 4 | | | | | |
| 5 | | | | | |
| 6 | | | | | |
| 7 | | | | | |
| 8 | | | | | |
| 9 | | | | | |
| 10 | | | | | |
| 11 | | | | | |
| 12 | | | | | |
| 13 | | | | | |
| 14 | | | | | |
| 15 | | | | | |
| 16 | | | | | |
| 17 | | | | | |
| 18 | | | | | |
| 19 | | | | | |
| 20 | | | | | |

Certificat de décès de l'infirmerie du camp

Travail forcé : ordre d'exécution

Temps - excepté les jours de repos

BEKANNTMACHUNG

über die Registrierung der arbeitsfähigen weiblichen Bevölkerung

Auf Grund der Verordnung des Herrn Generalgouverneurs vom 26. Oktober 1939 über die Einführung der Arbeitspflicht für die polnische Bevölkerung des Generalgouvernements -- Verordnungsblatt G.G.P.S. 6 -- wird hiermit die beschäftigungslose und arbeitsfähige weibliche Bevölkerung im Alter von 15 -- 40 Jahren -- Juden ausgenommen -- aufgefordert, sich bei den für sie zuständigen Arbeitsamtsnebenstellen zu melden. Ausweispapiere, aus denen Familienstand, Berufszugehörigkeit und letzte Arbeitsstelle ersichtlich sind, müssen mitgebracht werden.

Der Chef des Distrikts Warschau
I V.
gez. BARTH

Warschau, den 21. Februar 1940

OBWIESZCZENIE

o rejestracji zdolnej do pracy ludności żeńskiej

Na podstawie rozporządzenia Generalnego Gubernatora z dnia 26 października 1939 o wprowadzeniu obowiązku pracy dla polskiej ludności Generalnego Gubernatorstwa -- Dz. rozp. Gen. Gub. str. 6 -- wzywa się bezrobotną i zdolną do pracy ludność żeńską w wieku od 15 -- 40 lat wyłączając Żydów -- do zgłoszenia się we właściwych oddziałach Urzędu Pracy. Należy przedłożyć papiery, z których wynika stan rodzinny, przynależność zawodowa i ostatnie miejsce pracy.

Szef Okręgu Warszawskiego
W. Z.
() BARTH

Warszawa, dnia 21 lutego 1940

| Nebenstelle | oddział | Für die Polizeikommissariate die Kommissariate polizeijährigen | Nebenstelle | oddział | Für die Polizeikommissariate die Kommissariate polizeijährigen |
|---------------------------|---------|---|--|---------|---|
| 1. Królewska 7 | | I | 12. Floriańska 10 | | XIV, XV |
| 2. Świętokrzyska 23 | | XII, X | 13. Chocimska 24 | | XVI |
| 3. Piłsudskiego 1 | | III, VII | 14. Krypska 29 | | XVII, Rezerbów, Warwer |
| 4. Felińskiego 15 | | IV, V | 15. Białolecka 51 (Kino) | | XVIII, XXV, Bródno, Marki |
| 5. Kapucyńska 3 | | II | 16. Leszno 143 144 | | XIX, XXII, Włochy |
| 6. Welka 4 | | VI, Słone | 17. Górka 20 | | XX, XXI, Wilanów |
| 7. Plac Żelaznej Brzozy 2 | | VIII | 18. Filtrawa 62 | | XXIII |
| 8. Alje Jerozolimskie 4 | | IX | 19. Słowackiego 5b | | XXVI, Młociny |
| 9. Czarniak 9 | | XXIV | 20. Pruszków, Kruszew- skiego 17 (Kino) | | Miasto i gmina Pruszków |
| 10. Niemcewicz 9 | | XI, Okęcie | | | |
| 11. Wierka 19 | | XIII | | | |

Travail forcé : ordre d'enregistrement pour toutes les femmes - excepté les Juives - de 15 à 40 ans.

BEKANNTMACHUNG

über die Registrierung der arbeitsfähigen weiblichen Bevölkerung

Auf Grund der Verordnung des Herrn Gesundheitsministers vom 26. Oktober 1933 über die Eintragung der Arbeitsfähigkeit für die weibliche Bevölkerung des Gesundheitsministeriums - Verordnungsbefehl G.P.R. 2 - wird Ihnen die nachstehende Liste der arbeitsfähigen weiblichen Bevölkerung im Alter von 15 bis 44 Jahren - deren Aufnahme man - zugehörig ist - bei den für die zuständigen Arbeitsämter bestimmten Stellen der Arbeitsämter, aus denen Führerlisten, Beschäftigungslisten und sonstigen Stellen entnommen werden können, mitgeteilt.

Der Chef des Bezirksamtes
 Dr. G. BARTH

Wiesbaden, den 11. März 1934

OBWISSENSZERTIFIKAT

(Zur Feststellung der arbeitsfähigen weiblichen Bevölkerung)

Das nachstehende Zertifikat ist für die arbeitsfähige weibliche Bevölkerung im Alter von 15 bis 44 Jahren - deren Aufnahme man - zugehörig ist - bei den für die zuständigen Arbeitsämter bestimmten Stellen der Arbeitsämter, aus denen Führerlisten, Beschäftigungslisten und sonstigen Stellen entnommen werden können, mitgeteilt.

Der Chef des Bezirksamtes
 Dr. G. BARTH

Wiesbaden, den 11. März 1934

| Nr. des Zertifikats | Arbeitsfähige weibliche Bevölkerung | Nr. des Zertifikats | Arbeitsfähige weibliche Bevölkerung |
|---------------------|-------------------------------------|---------------------|-------------------------------------|
| 1 | 12.000 | 1 | 12.000 |
| 2 | 12.000 | 2 | 12.000 |
| 3 | 12.000 | 3 | 12.000 |
| 4 | 12.000 | 4 | 12.000 |
| 5 | 12.000 | 5 | 12.000 |
| 6 | 12.000 | 6 | 12.000 |
| 7 | 12.000 | 7 | 12.000 |
| 8 | 12.000 | 8 | 12.000 |
| 9 | 12.000 | 9 | 12.000 |
| 10 | 12.000 | 10 | 12.000 |
| 11 | 12.000 | 11 | 12.000 |

Travail forcé : ordre d'embauchement pour femmes les
 femmes - excepté les femmes - de 15 à 44 ans.

Das Arbeitsamt Warschau gibt bekannt:

Durch Aufruf des Herrn Generalgouverneurs vom 14. April 1940 wurde die männliche Bevölkerung der Jahrgänge 1915—1924 aufgefordert, sich sofort bei der für ihre Wohnung zuständigen Arbeitsamts-Nebenstelle zu melden. Ein Teil der Jugendlichen ist dieser Aufforderung bisher nicht nachgekommen.

Es wird zum letzten Mal darauf aufmerksam gemacht, dass sich alle Jugendlichen melden müssen gleichgültig ob sie irgendeiner Beschäftigung nachgehen oder arbeitslos sind. Die Meldung wird durch eine Bescheinigung bestätigt.

Alle Jugendlichen der Jahrgänge 1915—1924, die bei den nunmehr erfolgenden Kontrollen ohne diese Bescheinigung festgestellt werden, werden sofort der Arbeitspflicht ausserhalb Warschau zugeführt.

Auch die Betriebsführer werden in ihrem eigenen Interesse gebeten, ihre jugendlichen Gefolgschaftsmitglieder nochmals auf den Besitz der genannten Bescheinigung zu überprüfen.

Warschau, den 19. September 1940.

gez.: **HOFFMANN**
Reglerungsdirektor



Urząd Pracy w Warszawie podaje do wiadomości:

Travail forcé. Dernier avertissement aux jeunes gens de 16 à 25 ans leur ordonnant de s'enregistrer.

Das Arbeitsamt Wetzlar

Das Arbeitsamt Wetzlar hat die Ehre, Ihnen hiermit zu erklären, dass Sie als Bewerberin für die Stelle einer ...

... Sie sind zu dem Termin ...

... Sie sind zu dem Termin ...

Wetzlar, den 1. März 1933

Arbeitsamt Wetzlar

Arbeitsamt Wetzlar

Arbeitsamt Wetzlar

Aufruf an die Arbeiterschaft!

Das deutsche Reich kämpft für die Freiheit Europas einen schweren Kampf gegen den kulturzerstörenden und alles vernichtenden Bolschewismus. Vom Ausgang dieses Kampfes wird es abhängen, ob Europa in Zukunft ein Land der Kultur und des Wohlstandes sein wird oder ob es unter die Knute des Bolschewismus kommen wird. Das deutsche Reich opfert für diesen Kampf das Blut seiner besten Söhne und verlangt von seinem Volk übermenschliche Anstrengungen in der Heimat. Von Euch werden diese Opfer an Blut und Gut nicht verlangt; von Euch verlangt man lediglich wie von allen anderen Völkern Europas, dass Ihr Euch in die Kampffront gegen den Bolschewismus einreihet und zu Eurem Teil durch Einsatz Eurer Arbeitskraft an der Erreichung des Zieles mitwirkt.

Aus dieser Forderung erwächst für Euch die Verpflichtung, die überantwortete Arbeit ordentlich zu erfüllen und Arbeitsdisziplin zu wahren.

Es mehren sich nun in der letzten Zeit die Fälle, in denen Arbeiter sich ohne triftige Gründe von ihrem Betrieb entfernen, um zumeist dunklen Schleichhandelsgeschäften nachzugehen.

Das muss ab sofort aufhören!

Ich habe deshalb angeordnet, dass in Zukunft Arbeiter, die unentschuldigt ihrem Betrieb fernbleiben, in das Arbeitslager Treblinka nicht nur eingewiesen, sondern dort zu Strafrupps zusammengefasst und in entsprechender Weise zur Arbeit angehalten werden.

Ich habe darüber hinaus weiter angeordnet, dass im Wiederholungsfall der Arbeitsverweigerer als Saboteur unserer Aufbauarbeit dem Standgericht zu überantworten ist.

Ich weiss sehr wohl, dass, vielfach das Fernbleiben von dem Betrieb mit dem Hinweis entschuldigt wird, dass der Arbeiter zu dem Fernbleiben gezwungen sei, um die zur Erhaltung seiner Familie notwendigen Lebensmittel sich zu beschaffen.

Demgegenüber muss ich darauf hinweisen, dass die Ernährung der Rüstungsarbeiter und ihrer Familien sichergestellt ist. Ausserdem werden die Betriebe in verstärktem Masse dazu übergehen, Lebensmittel zur Verteilung zu bringen.

Vergesst nicht, dass auch das Schicksal dieses Raumes abhängt von dem Ausgang des Kampfes gegen den Bolschewismus und dass es nur von Eurem jetzigen Verhalten abhängt, wie Eure zukünftige Stellung in einem freien Europa sein wird.

Alle Hoffnungen, dass die Gegner Deutschlands den Krieg gewinnen werden, sind vergebens;

Deutschland hat den Krieg bereits für sich entschieden!

Der Gouverneur des Distrikts Warschau,

gez. **Dr. FISCHER**

Warschau, am 15. September 1942.

Avis que les Polonais qui ne travaillent pas seront envoyés au camp de Treblinka.

an die Arbeiter!

Das deutsche Reich kämpft für die Freiheit Europas einen schweren Kampf gegen den internationalen Kapitalismus und alle verwerflichen Interessen von Aus- und Fremdländern. Es ist ein Kampf, der die Freiheit des Menschen und die Wohlfahrt des Volkes zum Ziel hat. Das deutsche Reich opfert für diesen Kampf das Beste von sich. Von Euch werden dies Opfer an Blut und Gut nicht verlangt sein. Ihr müsst nur helfen, wie von alten deutschen Vorfahren. Ihr müsst die Freiheit gegen den internationalen Kapitalismus kämpfen und an jedem Teil dieses Kampfes teilhaben. Ein Arbeiter, der die Freiheit des Volkes will, muss die Freiheit des Arbeiters zu erfüllen und Arbeit zu leisten. Es stehen sich nun in der letzten Zeit die Arbeiter der Welt gegenüber. Ein Kampf beginnt, ein Kampf, der nicht durch die Hände der Arbeiter zu gewinnen ist.

Was muss die Arbeit tun?

Ich habe deshalb angenommen, dass die Arbeiter in der Welt die unentschiedensten im Kampf sind. Die Arbeiter der Welt sind nicht nur ein Volk, sondern eine Gruppe von Völkern, die in der Welt leben. Die Arbeiter der Welt sind nicht nur ein Volk, sondern eine Gruppe von Völkern, die in der Welt leben. Die Arbeiter der Welt sind nicht nur ein Volk, sondern eine Gruppe von Völkern, die in der Welt leben.

Ich weiß sehr wohl, dass viele der Arbeiter von dem Kampf mit dem Hinweis entschuldigend wird, dass der Arbeiter zu dem Kampf gezwungen sei. Um die zur Erhaltung seiner Familie notwendigen Lebensmittel zu beschaffen. Demgegenüber muss ich darauf hinweisen, dass die Erhaltung der Arbeiter und ihrer Familien wichtiger ist. Aussehen werden die Arbeiter in der Welt dazu übergehen, Lebensmittel zur Verfügung zu bringen. Vergesst nicht, dass auch der Arbeiter dieser Kampf hängt von dem Ausgang des Kampfes gegen den internationalen Kapitalismus und das es nur ein Kampf ist. Verstanden schätze, wie eine zukünftige Stellung in einem freien Europa sein wird. Alle Hoffnungen, dass die Arbeiter den Kampf gewinnen werden, sind vorhanden.

Deutschland hat den Kampf bereits für sich entschieden!

Der Kampf der Arbeiter der Welt ist ein Kampf, der die Freiheit des Menschen und die Wohlfahrt des Volkes zum Ziel hat. Das deutsche Reich opfert für diesen Kampf das Beste von sich. Von Euch werden dies Opfer an Blut und Gut nicht verlangt sein. Ihr müsst nur helfen, wie von alten deutschen Vorfahren. Ihr müsst die Freiheit gegen den internationalen Kapitalismus kämpfen und an jedem Teil dieses Kampfes teilhaben. Ein Arbeiter, der die Freiheit des Volkes will, muss die Freiheit des Arbeiters zu erfüllen und Arbeit zu leisten. Es stehen sich nun in der letzten Zeit die Arbeiter der Welt gegenüber. Ein Kampf beginnt, ein Kampf, der nicht durch die Hände der Arbeiter zu gewinnen ist.

Bekanntmachung

Behr.: Todesstrafe für unbefugtes Verlassen der jüdischen Wohnbezirke.

In der letzten Zeit ist durch Juden, die die ihnen zugewiesenen Wohnbezirke verlassen haben, in zahlreichen Fällen nachweislich das Fleckfieber verbreitet worden. Um die hierdurch der Bevölkerung drohende Gefahr abzuwenden, hat der Herr Generalgouverneur verfügt, dass in Zukunft ein Jude, der den ihm zugewiesenen Wohnbezirk unbefugt verlässt, mit dem Tode bestraft wird.

Die gleiche Strafe trifft diejenigen, die dieses Verbot wissentlich Unterschleift gewähren oder in anderer Weise (z. B. durch Gewährung von Nachtlagern, Verpflegung, Mitnahme auf Fahrzeugen aller Art usw.) dem Juden behilflich sind.

Die Aburteilung erfolgt durch das Sondergericht Warschau.

Ich weise die gesamte Bevölkerung des Distrikts Warschau auf diese neue gesetzliche Regelung ausdrücklich hin, da nunmehr mit unerbittlicher Strenge vorgegangen wird.

Warschau, am 10. November 1941.

gen. **Dr. FISCHER**
Gouverneur

Obwieszczenie

Dotyczy: kary śmierci za nieuprawnione opuszczenie żydowskich dzielnic mieszkaniowych.

W ostatnim czasie rozpraszali żydzi, którzy opuścili wyznaczony im dzielnicę mieszkaniową, w Warszawie i okolicznych miejscach tyfus plamisty. Aby zapobiec gwałtowno w ten sposób niebezpieczeństwa dla ludności, rozporządził Generalny Gubernator, że żyd, który w przyszłości opuści nieuprawniony wyznaczoną mu dzielnicę mieszkaniową, będzie karany śmiercią.

Tę samą karę podlega ten, kto takim żydom udzieli świadomie schronienia lub im w inny sposób pomoże (np. przez udzielenie noclegu, utrzymania, przez zakazanie im pojawienia wznikłego rodzaju itp.).

Opóźnienie nastąpił przez Sąd Specjalny w Warszawie.

Zwracam całej ludności Okręgu Warszawskiego wyrazie uwagi na tę nową postanowienie ustawowe, ponieważ wzięci odpuści będzie stosowana bezlitośnie surowość.

Warszawa, dnia 10 listopada 1941.

(-) **Dr. FISCHER**
Gubernator

Avis de sentence de mort pour les Juifs quittant le ghetto et pour quiconque leur vient en aide.

BEKANNTMACHUNG

Die Fleckfieber-Epidemie greift in unserer Gegend in bedrohlichem Masse um sich. Fast im jeden Falle der Erkrankung kann festgestellt werden, dass umherziehende Juden die Verbreiter dieser Krankheit sind. Das Wandern der Juden im Kreise Grojec muss daher mit allen Mitteln unterbunden werden. Dazu ist es erforderlich, dass kein Bauer des Kreises irgendeinen Juden in seine Wohnung hineingelässt, oder ihm irgendwelche Lebensmittel mit oder ohne Bezahlung verabfolgt.

Ich verbiete daher der Bevölkerung des Kreises, Juden bei sich aufzunehmen oder ihnen Lebensmittel zu überlassen. Zuwiderhandelnde werden sofort verhaftet und auf lange Zeit einem Zwangsarbeitslager überwiesen. Ich warne daher die Bevölkerung eindringlich davor dieses Verbot in irgendeiner Form zu übertreten.

Grojec, den 30. Oktober 1941.

Der Kreishauptmann

OBWIESZCZENIE

Epidemia tyfusu plamistego rozszerza się w naszym powiecie w zaskraszający sposób. Prawie w każdym wypadku zachorowania da się stwierdzić, że roznościcielami tej choroby są żydzi. Musi się przeto wszelkimi sposobami uniemożliwić włóczenie się żydów po powiecie grodzieckim. Dlatego jest koniecznym, by żaden z wieśniaków powiatu nie wpuścił pod żadnym pozorem żyda do swego mieszkania, lub też czy to jako jałmużnę, czy za pieniądze nie dostarczał im żywności.

Zakazuję przeto ludności powiatu przyjmować u siebie żydów lub dawać im cośkolwiek do jedzenia. Nie wypełniający tego zakazu natychmiast będą aresztowani i wysłani na czas dłuższy do obozu przymusowej pracy. Ostrzegam dlatego ludność przed przekraczaniem tego zakazu w jakiegokolwiek formie.

Grojec, dn. 30 października 1941 r.

Der Kreishauptmann

Affiche avertissant les paysans polonais que les Juifs sont les agents de contagion du typhus et interdisant aux Polonais de les loger ou de les nourrir, sous peine d'un internement de longue durée dans un camp de travail forcé.

... der ...

134

Der Kreisbauernrat

...

... der ...

... der ...

Der Kreisbauernrat

...

... der ...

... der ...

...

...

13
1

1
1

1
IK
59